



Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FTTH mutualisés pour l'habitat isolé

**Consultation publique du
13 avril au 25 mai 2012**

Réponse du Conseil Général du Cher

Préambule

Entre mai 2011 et mai 2012, le Conseil général du Cher, en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux du territoire, a élaboré son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN). Ce schéma doit être officiellement approuvé le 25 juin prochain.

Les réponses à la consultation publique de l'ARCEP présentées dans ce document sont issues des études qui ont été menées dans le cadre de l'élaboration de ce SDTAN.

La présente réponse du Conseil Général du Cher reprend en partie la position de l'AVICCA, association dont est membre le Conseil Général du Cher, mais en l'illustrant et en la précisant sur certains points avec notre expérience.

1 Question 1 – Problématiques liées à l'application de la règle de complétude des déploiements

Notre SDTAN est basé sur une analyse fine du territoire et une modélisation détaillée de déploiement d'un réseau FTTH sur l'ensemble des bâtiments du département. La méthodologie employée, mise en œuvre par le cabinet TACTIS, est la même que celle utilisée dans le cadre du rapport d'étude réalisé pour la DATAR en 2010 et relatif au déploiement des réseaux très haut débit sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, nous avons notamment étudié deux approches de priorisation des déploiements FTTH :

1. Dans un premier temps, nous avons envisagé la couverture à 100% de communes prioritaires (sur la base de besoins identifiés). Cette approche répondait notamment parfaitement aux obligations réglementaires actuelles en matière de complétude de déploiement.
2. Dans un deuxième temps, nous avons envisagé la couverture des communes non pas à 100% mais hors habitat isolé (cf. définition utilisée dans la question n°2).

L'application de la deuxième méthode nous permet d'augmenter le taux de couverture de plus de 10 %, pour un montant d'investissement identique. Selon les communes, le coût à la prise pour l'habitat isolé est de 3 à 13 fois plus important que pour le reste des bâtiments de la commune...

Compte tenu des difficultés de financement actuellement rencontrées par les collectivités territoriales, il nous semble nécessaire d'adapter la réglementation afin de maximiser les objectifs d'aménagement du territoire et de permettre aux collectivités de faire un arbitrage local en fonction de leur connaissance du territoire (arbitrage entre complétude d'un point de mutualisation d'une commune et taux de couverture global du territoire).

2 Question 2 : Définition de l'habitat isolé

Nous partageons l'objectif de l'ARCEP de mettre en place une définition claire de l'habitat isolé. Pour nous, cette définition doit répondre aux objectifs suivants :

- Etre suffisamment claire pour être facilement explicable et compréhensible de l'ensemble des acteurs de l'aménagement numérique du territoire (et notamment des élus).
- Permettre une analyse de l'habitat isolé sur un territoire donné de manière simple, et à partir de base de données facilement disponibles. Les collectivités territoriales et leurs éventuels prestataires doivent notamment être en mesure d'identifier l'habitat isolé sur leur territoire sans dépendre de données externes privées et/ou onéreuses.
- Etre cohérente pour refléter la compréhension « instinctive » de la notion d'habitat isolé.

L'ARCEP présente 3 définitions envisageables :

- La définition n°1 est claire et peut être mise en œuvre facilement. Par contre, il nous semble que limiter l'habitat isolé aux ensembles de 1 à 3 bâtis peut induire des effets de bord importants dans des zones rurales. Par exemple, une ferme composée de 4 bâtiments distincts (hangars, maison d'habitation, étables...) risquerait de ne pas être considérée comme habitat isolé, alors même qu'elle ne représente qu'un seul foyer.
- La méthode n°2 nous semble nettement moins claire et difficilement explicable à des non-initiés. De plus, l'effet de bord identifié précédemment nous semble encore plus présent dans cette méthode.
- La méthode n°3 présente de nombreuses contraintes dont deux nous semblent rédhibitoires : données sources nécessaires pour identifier l'habitat isolé non disponibles facilement (à la différence des données du RGE qui peuvent être mises à disposition par l'IGN), méthode complexe à expliquer à des non-initiés.

En conclusion, nous proposons de retenir une définition basée sur la définition proposée n°1, mais en augmentant la borne supérieure: **seraient considérés comme habitat isolé les ensembles de 1 à 5 bâtis, éloignés de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis.**

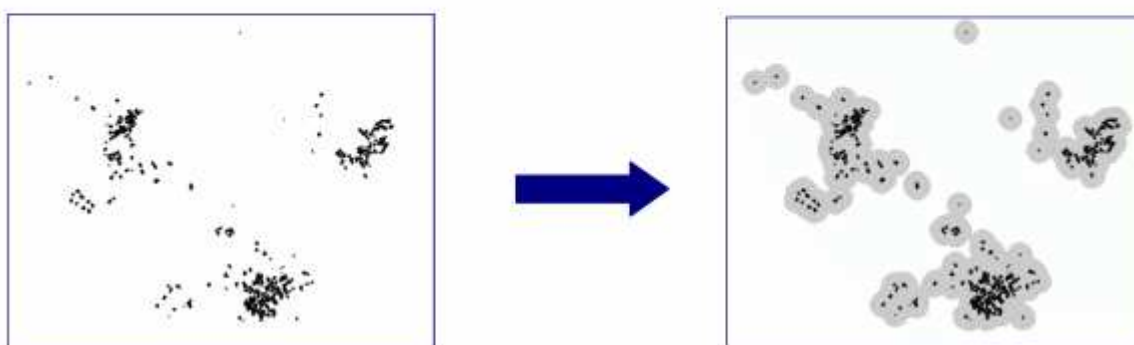
C'est cette définition qui a été utilisée dans le cadre du rapport d'étude pour la DATAR de 2010, et nous l'avons reprise dans le cadre de notre SDTAN car elle nous paraît particulièrement pertinente. Nous sommes étonnés que cette définition, déjà utilisée en matière de modélisation très haut débit, ne soit pas proposée par l'ARCEP dans le cadre de cette consultation.

A titre d'illustration, l'application de cette méthode sur le département du Cher donne un taux d'habitat isolé de 8% à l'échelle du département, mais avec de très fortes variations (de moins de 1% à plus de 40% selon les communes).

Ci-dessous une explication de l'application pratique de cette définition :

- création de zones tampons de 50 mètres autour de chaque bâtiment ;
- fusion de ces zones afin d'assurer une continuité urbaine dès que les bâtiments sont distants de moins de 100 mètres entre eux ;
- catégorisation des zones en fonction du nombre de bâtiments qu'elles comptent :

Catégorie de bâti	Caractéristiques
« bourg »	Supérieur à 100 bâtiments
« hameau »	Supérieur à 5 bâtiments et inférieur ou égal à 100 bâtiments
« bati isolé »	Inférieur ou égal à 5 bâtiments



3 Question 3 : solution préconisée

L'ARCEP suggère comme solution une pose différée du PBO, à savoir que celle-ci ne soit déclenchée que lors de la souscription d'un abonnement par l'utilisateur final d'un logement isolé. L'avantage de cette solution est de ne pas engager de frais totalement inutiles, ou trop par avance.

Cependant ceci ne résout pas le problème de fond. Un maître d'ouvrage conservera l'obligation réglementaire, avec une forte incertitude sur les financements qu'il aura effectivement à dégager.

Or il est indispensable que les acteurs puissent prévoir le coût réel d'une opération :

- Un partenaire privé ne peut prendre un risque de cette nature. Il serait tenté de s'en prémunir, soit en multipliant les obstacles à la prise d'abonnement (frais d'accès au service élevés...), soit en reportant son coût sur la collectivité (raccordement exceptionnel...).
- Les aides de l'Etat aux collectivités se basent sur un coût prévisionnel. Comment prendre en compte un coût très important dont le déclenchement est incertain et s'opère au fil de l'eau ?
- L'habitat n'est pas figé, et des constructions neuves pourraient induire des coûts importants en zone très diffuse.

De plus, segmenter la réalisation de tronçons de réseau optique dans le temps, en fonction des demandes et avec un délai court, risquerait de générer des coûts supplémentaires très importants (déplacement de machines, mise à disposition d'équipes, autorisations administratives...).

Enfin, l'ARCEP n'envisage pas dans cette solution de traiter de manière différenciée les différentes zones du territoire. Or, il apparaît clairement que cette question se pose de façon aiguë uniquement en zones rurales, qui ne vont être traitées que par les collectivités publiques. Il serait donc contre-productif et dangereux d'accorder le même niveau de souplesse aux zones urbaines denses (typiquement les fameuses « zones AMII ») qu'aux zones rurales.

4 Question 4 : Solution alternative

Afin de laisser aux collectivités locales leur autonomie d'arbitrage, et compte tenu de la proximité des élus locaux avec la population, une solution simple à mettre en œuvre pourrait par exemple être la suivante :

« Dans les zones dans lesquelles aucun opérateur privé n'a émis d'intention d'investir, le maître d'ouvrage public peut être dispensé de l'obligation d'assurer la complétude du déploiement dans le délai de cinq ans. Cette dispense peut notamment concerner l'habitat isolé (cf. proposition de définition) et ne devrait pas dépasser un maximum de 10 à 15% des prises à l'échelle du projet porté par le maître d'ouvrage public. »

Il ne nous semble pas nécessaire à ce stade de prévoir des critères supplémentaires ou des procédures administratives lourdes. En effet, si des besoins forts de raccordement au très haut débit émergeaient d'une zone non traitée, les élus locaux, qui seront en première ligne, chercheront nécessairement à répondre à cette demande.

Bien entendu, les architectures doivent être compatibles avec un raccordement complet de la totalité d'une zone. Si l'habitat isolé n'est pas fibré rapidement, il est indispensable de prévoir qu'il pourra l'être un jour.

Le découpage en poches et le dimensionnement du réseau doivent ainsi permettre à terme de raccorder l'ensemble des bâtiments.